

Moins à risque face à la Covid-19, les jeunes adultes subissent les contrecoups économiques et sociaux de l'épidémie

FICHE PRESSE • jeudi 25 novembre 2021

France, portrait social

Insee Références
Édition 2021

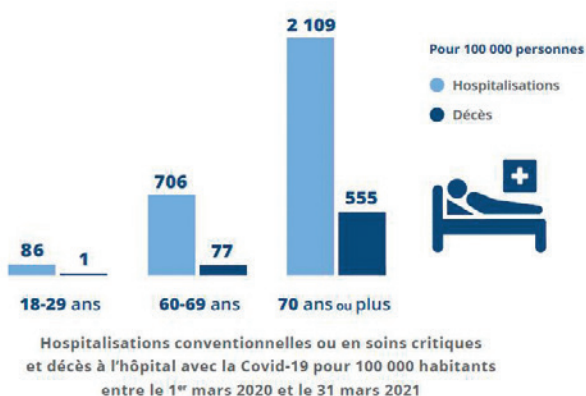


Les jeunes adultes de moins de 30 ans risquent moins que leurs aînés de développer une forme grave de Covid-19 et d'en décéder. Cependant, leur état de santé mentale s'est nettement dégradé sous l'effet de la crise sanitaire et de ses impacts sociaux et économiques. En mai 2020, la prévalence des syndromes dépressifs a fortement augmenté chez les 18-29 ans, tandis qu'elle est restée stable aux âges plus élevés. En 2020, le taux d'emploi des 18-24 ans et des 25-29 ans baisse par rapport à 2019, alors qu'il reste stable pour les 30-64 ans. Les jeunes en emploi début 2020 sont aussi plus souvent passés par du chômage partiel ou technique. Au deuxième trimestre 2021, la situation de l'emploi s'améliore et les embauches en contrats longs des moins de 26 ans se redressent et dépassent les niveaux d'avant-crise. Néanmoins, la part des jeunes qui ne sont ni en emploi ni en formation demeure plus élevée qu'avant-crise. La crise liée à l'épidémie de Covid-19 a affecté de manière inédite les étudiants.

 p. 77

Les jeunes adultes sont moins à risque de développer une forme grave de Covid-19 que leurs aînés

Les jeunes adultes risquent moins de développer une forme grave de COVID-19 et d'en décéder que leurs aînés



 p. 77

Le développement des syndromes dépressifs en 2020 touche particulièrement les jeunes

Si les jeunes adultes sont nettement moins à risque face à la Covid-19, ils sont en revanche plus exposés aux phénomènes dépressifs : un risque sanitaire ayant pris de l'ampleur dans ce contexte particulier.

La prévalence des syndromes dépressifs atteint 19 % en mai 2020 pour les 18-29 ans, soit 9 points de plus qu'en 2019, tandis qu'elle est stable aux âges plus élevés selon l'enquête épidémiologie et conditions de vie (EpiCov). Cette forte hausse est surtout portée par les 18-24 ans pour qui la prévalence des syndromes dépressifs double au cours de cette période, atteignant 22 % en mai 2020 (contre 10 % en 2019).

Définition

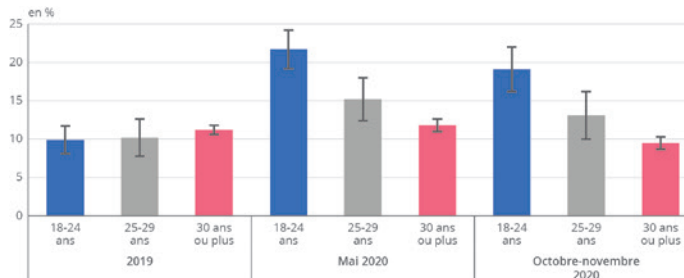
L'enquête EpiCov a été mise en place par la Drees, l'Inserm, Santé publique France et l'Insee dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Elle permet d'étudier les effets du confinement et de l'épidémie. Elle s'est déroulée en 2020 en deux vagues de collecte (du 2 mai au 2 juin et du 26 octobre à fin novembre) en France hors Mayotte ; une troisième vague vient de s'achever à l'été 2021.



Lors du deuxième confinement, de fin octobre à fin novembre 2020, la prévalence retrouve un niveau équivalent à celui de 2019 pour l'ensemble de la population, à l'exception des **18-24 ans (19 %, contre 13 % pour les 25-29 ans et 10 % pour les 30 ans ou plus)**.

p. 78

Prévalence des syndromes dépressifs selon l'âge avant et pendant la crise sanitaire



Note : les traits verticaux représentent l'intervalle de confiance à 95 %.
Lecture : en 2019, 10 % des 18-24 ans présentent un syndrome dépressif.
Champ : France métropolitaine, Guadeloupe, Martinique et La Réunion, personnes âgées de 18 ans ou plus, résidant hors Ehpad, maisons de retraite et prisons.
Sources : Drees-Irdes-Insee, enquête santé européenne (EHIS) 2019 ; Inserm-Drees, enquête Épidémiologie et conditions de vie (EpiCov), 1^{re} et 2^e vagues d'interrogation.

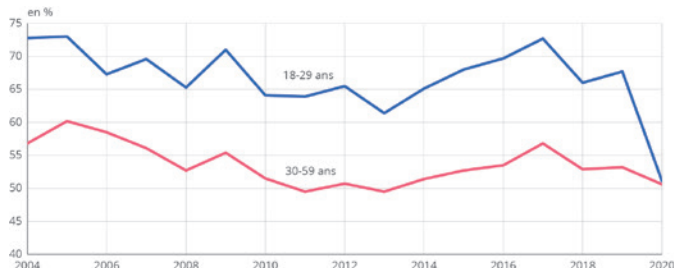


La confiance des jeunes adultes en l'avenir diminue

La confiance en l'avenir des jeunes adultes se dégrade nettement sous l'effet de la crise d'après le baromètre d'opinion de la Drees. En 2020, la part des **18-29 ans** qui se déclarent optimistes au sujet de leur avenir chute, alors qu'elle reste stable pour les 30-59 ans. La **perte de confiance** est particulièrement marquée pour les **étudiants**.

p. 79

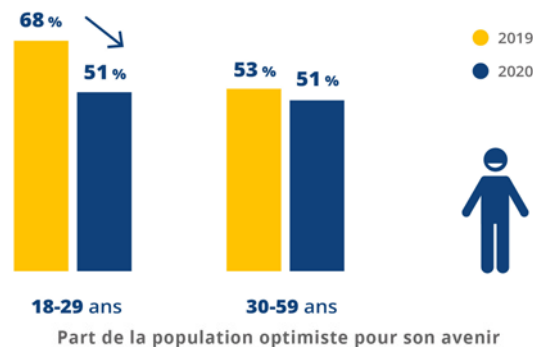
Part de la population optimiste pour son avenir selon l'âge depuis 2004



Champ : France métropolitaine, personnes de 18 à 59 ans.
Source : Drees, Baromètre d'opinion.

La confiance en l'avenir des jeunes diminue, alors qu'elle est stable chez leurs aînés

51 % des 18 à 29 ans sont optimistes en 2020



Parmi l'ensemble des 18 ans ou plus, davantage de personnes jugent leur situation plus mauvaise en 2020 qu'en 2019. La **Crainte du chômage à court terme est plus vive en 2020**, tant pour les jeunes adultes que pour leurs aînés, mais les premiers demeurent plus inquiets. De même davantage de **jeunes adultes s'estiment pauvres**. En 2020, ils se déclarent en outre plus souvent dans cette situation que les 30-59 ans (26 % contre 19 %) alors qu'ils ne s'en distinguaient pas jusque-là.

p. 80



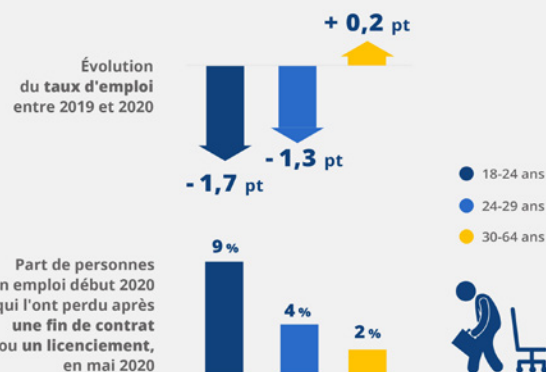
La crise sanitaire a accru en 2020 les difficultés d'insertion professionnelle des jeunes

En emploi avant mars 2020, **46 % des 18-24 ans contre 35 % des 25 ans ou plus sont passés par du chômage partiel ou technique** en mai 2020. Moins diplômés, les moins de 25 ans travaillent plus souvent dans certains secteurs d'activité parmi les plus concernés par l'activité partielle. En 2020, 9 % des 18-24 ans travaillent dans le secteur de l'hébergement ou de la restauration.

Surreprésentés parmi les entrants sur le marché du travail et occupant plus souvent des emplois temporaires, les jeunes adultes subissent en 2020 les effets de la crise sur l'emploi. **En mars 2021, les embauches de plus de trois mois de jeunes de moins de 26 ans**, en CDI ou CDD, sont presque revenues au niveau de mars 2019, mais elles ont fortement reculé en avril du fait de l'extension des mesures de restrictions administratives prises au début du mois. Par la suite, entre mai et août 2021, elles augmentent et dépassent les niveaux d'avant-crise.

p. 80

En 2020, le taux d'emploi des 18 à 24 ans baisse de 1,7 point



Moins d'entrées en Garantie jeunes en 2020 avec le confinement, malgré le fort rebond à partir de juin

Pour limiter les difficultés d'insertion sociale et professionnelle des jeunes qui ne sont **ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET** en anglais), déjà fragilisés en temps normal, les dispositifs d'accompagnement vers l'emploi ont été renforcés en 2021.

 Voir encadré 1 p. 82

En 2020, 14,0 % des 15-29 ans en France hors Mayotte sont NEET, en hausse de 1,1 point par rapport à 2019, du fait notamment d'une forte augmentation pendant le premier confinement. Cette part a chuté à l'issue de ce confinement, mais fluctue depuis.

Au deuxième trimestre 2021, la part des NEET recule à 12,8 %, du fait de l'amélioration de la situation des jeunes sur le marché du travail.

En 2020, le nombre cumulé d'entrées initiales en Garantie jeunes a diminué par rapport à 2019, passant de 97 900 à 92 100. En effet, le premier confinement a quasi interrompu les entrées dans le dispositif, en partie en raison de la fermeture au public des missions locales. Si les entrées initiales ont fortement rebondi en juin et sont restées dynamiques tout au long du second semestre 2020 (+ 18 % d'entrées initiales entre juin et décembre 2020 par rapport à la même période en 2019), cela n'a pas suffi à rattraper le nombre d'entrées enregistré en 2019.

En 2021, en revanche, le fort dynamisme du premier semestre compense la décrue de 2020. Au cours de cette période, les entrées initiales se maintiennent à un niveau élevé atteignant en juin leur plus haut niveau depuis la généralisation du dispositif en 2017.

Entrées initiales mensuelles dans la Garantie jeune entre 2019 et juin 2021



Champ : France.

Source : Système d'information des missions locales I-Milo, traitements Dares.

Une crise atypique qui affecte les conditions d'apprentissage des étudiants

La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 affecte directement les conditions dans lesquelles les jeunes étudient. Selon l'enquête EpiCov, pendant le premier confinement, **15 % des étudiants (y compris cohabitants) ne sont pas restés dans leur logement : 75 % sont retournés chez leurs parents et 10 % ont rejoint leur partenaire.** Les étudiants qui cohabitent en temps habituel avec leurs parents n'ont pas non plus toujours des conditions de logement favorables pour étudier chez eux.

 p. 84

Un risque de fragilisation des étudiants les plus précaires

La situation financière des étudiants les plus précaires a été fragilisée, du fait des difficultés à trouver un stage, une alternance ou un emploi pendant les périodes de confinement. En effet, en temps normal, de nombreux étudiants vivent en partie des revenus de leur travail.

 p. 84

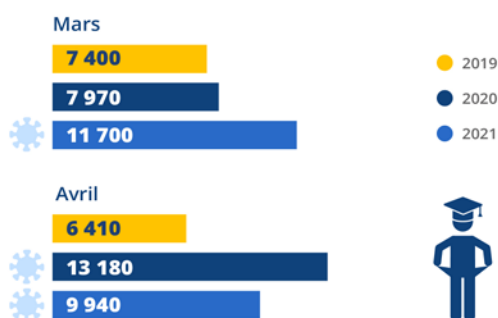
Le recours plus fréquent à l'aide spécifique ponctuelle révèle une montée de la précarité étudiante

Le budget de certains étudiants a été déséquilibré par la perte de revenus du travail, mais aussi du fait de l'impossibilité pour une partie des jeunes décohabitants, en raison des restrictions de déplacement, de revenir chez leurs parents pour bénéficier de certaines aides informelles (lessive, repas, etc.).

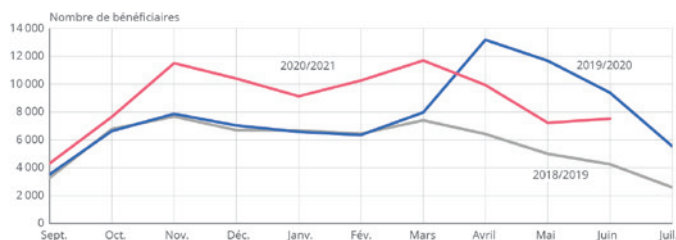
Dès avril 2020, le nombre de bénéficiaires de l'aide spécifique ponctuelle (ASP) s'est envolé (13 200, contre 6 400 un an avant) et reste, jusqu'en juillet, deux fois plus élevé que les années précédentes, illustrant une précarité étudiante en forte hausse. Cette aide versée par les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous) est destinée aux étudiants les plus en difficulté.

La précarité étudiante monte

9 940 étudiants bénéficient de l'aide spécifique ponctuelle, destinée aux plus en difficulté en avril 2021, soit **1,5 fois plus** qu'avant la crise



Bénéficiaires des aides spécifiques ponctuelles à destination des étudiants, hors aides spécifiques Covid, entre septembre 2018 et juin 2021



Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire.
Source : Cnous-DGESIP.

À la rentrée, en septembre et octobre 2020, les demandes d'aide sont revenues proches de leur niveau habituel, mais avec le durcissement des restrictions sanitaires et le deuxième confinement, elles ont à nouveau fortement progressé en novembre 2020 (+ 46 % par rapport à novembre 2019).

En 2021, avec le prolongement des mesures sanitaires, le nombre d'aides versées au titre de l'ASP reste à un niveau inhabituellement élevé durant tout le premier semestre, mais en deçà du pic observé entre avril et juin 2020.

 Voir « Le ticket repas à 1 € » p. 86